

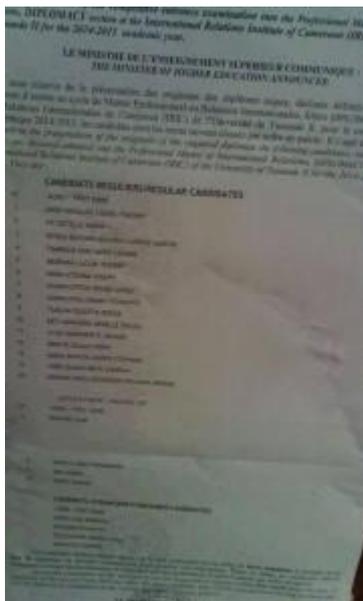
08/03/2015 04:46:49

Comment la classe des «élites» se perpétue au pouvoir: l'affaire des listes de Fame Ndongo à l'IRIC par Ndzana Seme

Une preuve patente de la manière dont les dirigeants du régime Biya renouvellent et perpétuent leur classe des "élites" vient de nous être donnée par l'incident de la liste des candidats admis au concours d'entrée à l'Iric (Institut des relations internationales du Cameroun), où le ministre de l'enseignement supérieur, Fame Ndongo Jacques, a proprement barré les noms des jeunes camerounais régulièrement méritants et admis par l'Iric, pour les remplacer par les noms des enfants des ministres et secrétaires d'État Edgard Alain Mebe Ngo, Adoum Gargoum, Louis Paul Motaze, Martin Belinga Eboutou, Pierre Moukoko Mbonjo...

Une preuve patente de la manière dont les dirigeants du régime Biya renouvellent et perpétuent leur classe des "élites" vient de nous être donnée par l'incident de la liste des candidats admis au concours d'entrée à l'Iric (Institut des relations internationales du Cameroun), où le ministre de l'enseignement supérieur, Fame Ndongo Jacques, a proprement barré les noms des jeunes camerounais régulièrement méritants et admis par l'Iric, pour les remplacer par les noms des enfants des ministres et secrétaires d'État Edgard Alain Mebe Ngo, Adoum Gargoum, Louis Paul Motaze, Martin Belinga Eboutou, Pierre Moukoko Mbonjo, Henri Eyebe Ayissi, Ferdinand Ngoh Ngoh, Martin Belinga Ebounou, Jean Tabi Manga et les autres pontes du régime de Paul Biya. Focalisons-nous sur les cas personnels de Alain Adgar Mebe Ngo'o et de Cavaye Yeguié Djibril pour expliquer comment la classe dirigeante des "élites" se renouvelle et se perpétue au Cameroun.

[image: http://africanindependent.com/news/wp-content/uploads/2015/03/cam_iric-liste-admis1-180x300.jpg](http://africanindependent.com/news/wp-content/uploads/2015/03/cam_iric-liste-admis1-180x300.jpg)



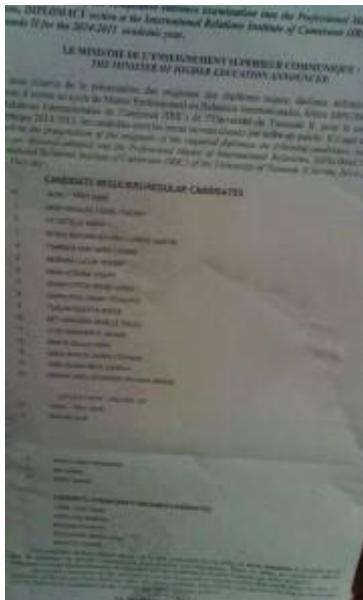
L'Afrique n'a pas connu la lutte des classes sociales. Les conflits sociaux que l'Afrique a connus dans son histoire, et ceux là qui ressurgissent naturellement de temps en temps, sont plutôt ceux entre nations historiques ou groupes ethniques liés par une communauté de langue et de culture, et ceux entre professions disputant une même ressource (agriculteurs contre éleveurs par exemple).

L'histoire africaine n'étant donc pas passée ni par une hiérarchisation précise des groupes sociaux ni par l'industrialisation, la société africaine n'est pas structurée en classes sociales. Car en Occident, avant l'apparition de la notion de classe sociale liée à l'industrialisation aux XVIIIe et XIXe siècles (avec Adam Smith et David Ricardo), il existait déjà des groupes hiérarchisés définis de manière rigide et institutionnelle, comme les castes, les états ou les ordres de l'Ancien Régime, à l'exemple de la Noblesse, le Clergé, et le Tiers-état, des classes sociales en fait.

Mais dans les sociétés modernes, en l'absence de définitions légales, certains auteurs ont cherché à définir au sein de la société des groupes, appelés "classes sociales", homogènes par leur statut social, leur mode de vie, leurs conditions matérielles, leur comportement, leurs intérêts, leurs actions, leur vision du monde... Des exemples en sont la classe ouvrière, la classe moyenne, ou la classe dirigeante liées au monde industriel.

Mais toutes ces appellations sont fondamentalement étrangères aux africains, et ne sont souvent forgées de toute pièce que par les africains occidentalisés et les occidentaux qui règnent en Afrique dans un domaine ou un autre. Tel est le cas au Cameroun depuis l'avènement de l'indépendance des nations précoloniales dans le cadre d'un État, conçu comme la continuation de l'administration coloniale.

image: http://africanindependent.com/news/wp-content/uploads/2015/03/cam_irc-liste-admis1-180x300.jpg



Ceux parmi les indigènes qui s'étaient montrés dociles et collaborateurs du colon (tuteur) français partant, comme André Marie Mbida, Ahmadou Ahidjo et Paul Biya, ayant en particulier milité aux cotés des colons pour la poursuite de la tutelle coloniale et contre l'indépendance, ont assis dans l'exercice de leur pouvoir politique totalitaire des comportements et normes nouvelles, propres aux "nègres de l'intérieur" qu'ils sont. (Nègre de l'intérieur est une expression de Malcom X pour désigner les nègres proches de leurs maîtres esclavagistes, qui défendaient tellement les avantages de leurs positions de proximité avec le maître qu'ils soutenaient l'esclavage et luttèrent contre les esclaves désireux de s'affranchir).

C'est ainsi que depuis les indépendances de 1960, ces dirigeants, dans tous leurs efforts pour singer le colon blanc dans tous les domaines de leur administration, avec toutes les tragédies et gangrènes que cela a imposées au jeune État du Cameroun et à la société, ont tout fait pour créer des classes sociales, notamment celle qui pourrait assurer une perpétuation de leur descendants et dépendants dans la direction d'un État, qu'ils ne voient pas autrement qu'une propriété rentière héréditaire.

Fame Ndong Jacques, Edgard Alain Mebe Ngo, Adoum Gargoum, Louis Paul Motaze, Martin Belinga Eboutou, Pierre Moukoko Mbonjo, Henri Eyebe Ayissi, Ferdinand Ngoh Ngoh, Martin Belinga Ebounou, Jean Tabi Manga et les autres pontes du régime de Paul Biya récemment pris la main dans le sac, entraînant d'éliminer les noms des candidats régulièrement admis (certainement fils des "autres" camerounais) au concours d'entrée, et d'imposer les noms de leurs propres enfants, généralement des fainéants, sur la liste irrégulière des admis à l'Institut des relations internationales du Cameroun (Iric) – une "grande" école de formation des diplomates et futurs hauts fonctionnaires – est une preuve patente de la manière dont ces dirigeants renouvellent et perpétuent leur classe des "élites".

Les grandes écoles, pépinière des élites du régime Biya: Les cas Mebe Ngo'o et Cavaye Yeguie

" Parmi les fléaux qui poussent les jeunes à l'exil, l'on peut citer les obstacles à franchir pour être admis dans une grande école. Dans les concours administratifs, particulièrement l'entrée à l'École nationale d'administration et de Magistrature, « Des listes de futurs lauréats proviennent généralement des ministres, des cadres du parti au pouvoir, des directeurs généraux, des cadres de la Présidence de la République ».

... l'admission dans les grandes écoles est une affaire de réseaux, de corruption, d'arnaque. Pour entrer dans les écoles normales supérieures de Yaoundé et Maroua, il faut déboursier entre 500 000 francs Cfa et 1.500 000 Fcfa au moins. Pour accéder à l'Enam, il faut avoir un parrain haut placé." –

Sylvestre Ndoumou, Grandes écoles : les jeunes déçus par les admissions à tête chercheuse, L'Effort Camerounais, Avril 2014.

L'une des personnes qui a imposé le nom de deux de ses enfants – qui avaient en réalité échoué aux épreuves du concours de l'Iric – comme plutôt admis et en tête de liste, le ministre de la défense Alain

Adgard Mebe Ngo'o, est le meilleur exemple de la fabrication des "élites" par le régime de Paul Biya. Au 6 novembre 1982, cet individu de ma génération était titulaire, comme moi, d'une licence en sciences économiques. Je ne peux pas dire comment il a eu la sienne, quand on sait à quel point il avait peiné pour obtenir le baccalauréat. C'est en 1994, quand le régime Biya envoyait systématiquement l'individu dans les réunions des journalistes comme indic, que j'ouvris une enquête journalistique pour connaître Alain Mebe Ngo'o.

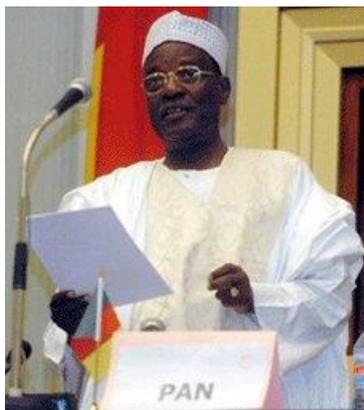
Petit frère d'une épouse de Ekono Nna Albert – ancien préfet d'Ahidjo, ancien gouverneur de Paul Biya, membre de l'ONEL, PCA de MEAO (Mission d'étude pour l'aménagement de l'océan) et actuel membre titulaire du Conseil supérieur de la magistrature "personne nommée par le président de la république" confirmé au poste par décret présidentiel N° 2014/594 du 24 décembre 2014 -, Adgar Alain Mebe Ngo'o était un contractuel d'administration en 1982, l'un

des "1500" recrutés à la fonction publique. Il voulait entrer à l'Enam (Ecole national d'administration, formatrice des administrateurs civils et des magistrats) mais il n'avait pas de parrain capable le tenir par la main et de l'installer sur un banc de l'Enam pour qu'il soit considéré comme admis. Car Ahmadou Ahidjo avait institué le système de parrainage pour toute promotion individuelle depuis 1960.

Madame Ekono Nna alla rencontrer feu Jeanne-Irène Biya avec le dossier de son petit frère Alain Mebe Ngo'o. Notre source de l'époque, de source témoin de la scène, déclare que Jeanne Biya lui dit d'envoyer Alain Mebe Ngo'o composer normalement au concours d'entrée de l'Enam, en rassurant cette dame qu'elle gardait le nom de son petit frère. C'est ainsi que, même comme il était un jeune homme essentiellement fainéant à l'école, Alain Edgard Mebe Ngo'o fut admis à l'Enam, et sa carrière commença son ascension, comme agent des renseignements, dont l'une des missions fut d'épier les journalistes (l'un de ses amis, Bonivan Mvondo Assam, ayant un jour fait irruption, menaçant, dans la rédaction du Nouvel Indépendant à Biyem Assi), puis préfet de l'Océan, DGSN, et ministre de la défense.

C'est dire que pour entrer à l'Enam, Edgard Mebe Ngo'o avait figuré sur la liste de Jeanne Irène Biya, parmi un quota des noms d'admis d'avance, réservé à cette première dame. Qu'il impose donc son fils et sa fille sur la liste des admis de l'Iric est une chose tout à fait normale pour Mebe Ngo'o, puisqu'il tient sa propre ascension sous Paul Biya par le même réseau. C'est ainsi que toute personne de l'entourage de Paul Biya, ses ministres et secrétaires d'Etat, les directeurs, les officiers et haut gradés des forces armées, les membres du comité central et autres responsables du Rdpc, les hauts magistrats, les députés, et toutes les autres personnes nommées par Paul Biya ont chacun le droit de placer une ou plusieurs personnes dans chacune des grandes écoles du Cameroun.

image: <http://africanindependent.com/news/wp-content/uploads/2015/03/cavaye-yeguie-djibril-pan.jpg>



Un autre exemple, celui de Cavaye Yéguié Djibril, est très parlant en la matière, dès lors que, contrairement à Jeanne Irène Biya et d'autres qui placent les fils et filles des gens non directement liés à leurs propres familles, ce président de l'Assemblée nationale a brillé par la promotion exclusive de ses propres fils et filles. Ceci contrairement à la volonté de Paul Biya, selon laquelle, quand il vous nomme à un poste, vous attribuant ainsi de fait un quota de noms que vous pouvez faire entrer dans l'une ou plusieurs grandes écoles, il vous appartient de "pousser" aussi les gens de votre région. C'est compte tenu de tels avantages que les Camerounais sont aussi friands, consciemment ou inconsciemment, des nominations présidentielles.

D'où la réaction de frustration, dans une lettre ouverte, de Hamadou Oumaté, une "élite" de l'arrondissement de Tokombéré, qui dénonçait les faux diplômes détenus par les enfants de Cavaye Yéguie, que ce dernier utilisa pour les faire admettre dans les grandes écoles. En voici la liste:

1- HASSAN Yeguie, Chef du Centre vétérinaire de Bogo dans le Diamaré à Maroua, a quitté l'école publique de Mada pendant l'année scolaire 1987/1988 en classe du cours moyen deuxième année (CmII), actuellement en service à la légion de l'Ouest à Bafoussam;

2- MARIAMOU Yeguie, inspectrice de police au Service Régionale de la surveillance du Territoire du Littoral à Douala, ménagère illétrée retrouvée en 2001 au centre d'Instruction et d'Application (CIAP) de Mutengene, comme élève inspectrice de police avec son faux brevet d'Etudes de premier cycle (BEPC);

3- Madame HADIDJA BAH Yeguie, épouse de ALADJI MAMOUDOU, Sous-Directeur de l'Assemblée Nationale, sans Brevet d'Etudes de premier Cycle (BEPC), ni Probatoire encore moins le Baccalauréat de l'enseignement secondaire général, sortit de l'Enam en 2010 où elle entra au Cycle B, avec le faux Baccalauréat Tchadien, au compte de l'année académique 2009/2010;

4- SAIDOU Yeguie, contrôleur des prix à la Délégation Régionale du Commerce à Maroua, abandonna les études en classe de quatrième (4ème) pendant l'année scolaire 2003/2004 au lycée de Mayo-Galga, venait «d'être admis» avec son faux Brevet d'Etudes de premier cycle (BEPC) au concours des contrôleurs de prix, organisé par le Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative (MINTOPRA) en 2008;

5- YOUSOUFA Yeguie, gendarme en service à la Brigade terre de Kousseri, malgré la révocation en 2009 de 102 élèves gendarmes détenteurs de faux diplômes;

6- Madame MALOUMA NZIE Martine, épouse de Monsieur BOUBA SIMALA, Garde du corps et neveu du PAN, s'était inscrite en 2009 à l'Ecole Normale Supérieure de Maroua en Sciences de l'Education, n'a jamais flairé le seuil du secondaire, est pourtant recrutée et nommée chargée d'études assistante à l'Assemblée Nationale avec ses faux diplôme;

7- IBRAHIM NDJIDDA: neveu du PAN, exerce actuellement à l'Aéroport de Maroua Salack, comme Inspecteur de police, sans Brevet d'Etudes de Premier cycle (BEPC), est entré au CIAP de Moutegené pour être Gardien de la paix en 2001 avec son Diplôme de CEPE, est ressorti en 2002 comme Inspecteur de Police avec son faux BEPC.

8- Madame FADIMATOU BAKARY: épouse OUMAROU TIKIRE, fils du PAN, exerce comme Chef de bureau à l'Assemblée Nationale depuis sa sortie de l'ENAM en 2008 comme Contrôleur de Trésor, avait fait un crochet au lycée Technique Commercial de Ngaoundéré, sans succès, recommandé à l'ENAM cycle B, Section Trésor, au compte de l'année académique 2007/2008;

9- ABDOUL AZIZ: fils de la confidente du PAN, Chef de bureau à l'Assemblée Nationale, recruté en 2002 avec son faux Baccalauréat Tchadien comme contractuel d'Administration;

10- Madame HAWA GOGO Yeguie: exerce au rectorat de l'Université de Maroua depuis 2009, avait présenté en 2007 puis en 2008 sans succès, le probatoire de l'enseignement

secondaire général au lycée de Tokombéré, recrutée en 2009 avec le faux baccalauréat tchadien, comme contractuelle d'administration au rectorat de l'Université de Maroua;

11- MAGUILKE Daniel, neveu du PAN, Maréchal des Logis Chef qui garde le domicile du PAN à Maroua, effectua un stage au Camp YAYAP pour devenir adjudant; de son vrai nom, ce gendarme s'appelle Monsieur NENET, n'a jamais effleuré la classe de cours moyen deuxième année (CMII); le propriétaire du diplôme avait débarqué à Yaoundé en 2002 pour rentrer en possession de son diplôme et donc, de son identité sans succès;

12- Madame HADIDJA Yeguie dit NDOUKSA: exerce à la communauté Urbaine de Maroua depuis 2010, avait abandonné vers les années 1985 ses études à l'école publique de MADA, en classe de cours élémentaires deuxième année (CEII) au profit du mariage;

13- MAIMOUNA YEGUIE: Elle a fait l'ENAM Cycle 'B' avec le Faux Baccalauréat Tchadien.

Les grandes écoles du Cameroun marquées par des scandales des recrutements politiques et de faux diplômes

[image: http://africanindependent.com/news/wp-content/uploads/2015/03/fame-ndongo-jacques-300x169.jpg](http://africanindependent.com/news/wp-content/uploads/2015/03/fame-ndongo-jacques-300x169.jpg)



Tous ceux qui demandent la démission du ministre de l'enseignement supérieur Jacques Fame Ndongo doivent s'attendre qu'il n'y ait aucun limogeage, suivant l'habitude que Paul Biya a imposé dans ce domaine. La raison en est que ce système a été créé par Paul Biya lui-même pour gérer le Cameroun à travers une classe des "élites" constituée des familles, des "clients", des protégés dans ce qui est un réseau de parrainages, de fidélités et de corruption.

Voici quelques uns des différents scandales enregistrés dans les grandes écoles du Cameroun ces deux dernières décennies. Lisons ces extraits d'articles:

1) L'Esstic, dans les années 90, toute une autre histoire.

2) L'École nationale polytechnique où il fut même question de confier les délibérations à un jury étranger ;

En 2009, le Pr Charles Awono Onana, à l'époque, directeur de l'Ecole nationale supérieure polytechnique fait interpellé des arnaqueurs. Ces derniers ont fait miroiter l'entrée à cette école d'ingénierie à des candidats et leurs familles, en échange de millions de francs Cfa. Pour cela, ils se faisaient passer pour des proches collaborateurs du directeur.

3) L'Ecole de police avec les promotions Minlo'o Medjo ;

Concours d'entrée à la Police : Plus d'admis que d'admissibles!

Yaoundé, le 25 juillet 2002 © Cameroon-Info.Net

Un fait qui dépasse quelque peu l'entendement humain, mais chez nous, tout est possible...

Depuis la publication des résultats du concours, les bureaux ne désemplissent. Cette situation est d'autant plus embarrassantes que des fraudes massives y ont été décelées: noms mal écrits, fausses dates de naissance, ordre des noms non respectés...

Ironie du sort, beaucoup de candidats n'ayant pas déposé de dossiers de candidature ont cependant été définitivement admis. Comment ont-ils fait ? nul ne peut le dire. Quand ont-ils passé les tests ? Personne au sein des instances compétentes ne donne de réponse. Lancé pour un recrutement de 1200 gardiens de la paix et 500 inspecteurs de Police, les chiffres ont été multipliés par trois fois presque. On est ainsi passé de 2409 admissibles à 2649 admis pour les gardiens de la paix et 1024 admissibles chez les inspecteurs de Police contre 1824 admis comme par enchantement. On comprend que tout est possibles sous nos cieux...

4) L'Injs avec Bidoung Mkpatt et les listes de la première Dame Chantale Biya

5) L'ENS avec Norbert Ndong et ses étudiants de 2nd cycle sans licence ;

Paul N. révèle : "Depuis plus de 15 ans, l'entrée à l'Ens a cessé d'être objective. Du temps où l'on étudiait les dossiers pour admettre les étudiants, ce sont en fait les enfants des dignitaires ou alors ceux soutenus par eux qui étaient reçus. Même lorsque le retour à la formule du concours a été adoptée, le même système a perduré. On se retrouvait même avec des réseaux où des gens versaient des sommes allant de 500 mille à un million de francs. Evidemment on a vu des situations dramatiques, voire tragiques, où des candidats qui ont préparé le concours et l'ont brillamment passé avec des notes qualifiées d'excellentes, étaient tout simplement remplacés par des gens qui sont parrainés, ou qui ont versé de l'argent dans des réseaux et qui, très souvent n'ont même pas passé le concours." Norbert Ndong, du temps où il était directeur de l'Ens, s'est toujours défendu d'avoir mis en place les réseaux mafieux de recrutement des élèves. "Le système d'évaluation et de recrutement des candidats par nous conçu à l'Ens, a toujours été objectif. J'ai toujours fait confiance à mes collaborateurs sur qui j'exerçais une pression éthique. Ainsi, les accusations formulées en mon contre sont sans fondements", confiait-il au Messenger, dans une interview.

6) L'Enam (toujours !) avec Ndong Soumhet en guerre des résultats contre le Minfopra Benjamin Amama ;

"prenons pour exemple le bras de fer qui avait opposé Benjamin Amama alors ministre de la Fonction Publique et de la réforme Administrative à Inoni Ephraïm, Premier ministre à l'époque. En effet, en février 2006, Benjamin Amama ordonne l'annulation des résultats d'un concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration et de magistrature (Enam) pour le compte de l'année académique 2005/2006. Une décision motivée par le rapport effectué en janvier 2006 par la commission d'enquête et de clarification des conditions d'organisation des concours d'entrée à l'Enam. Alors qu'il tentait ainsi de rattraper la fraude constatée lors de ces examens, Benjamin Amama sera désavoué plus tard par le Premier Ministre. En effet, le 15 février 2006, Jules Doret Ndong, alors le Secrétaire général des services du Premier ministre, adresse une note à Benjamin Amama, lui demandant de revoir sa décision

d'annulation. Les résultats de ces concours furent plus tard validés par le Directeur général de l'Enam de cette année là, Benoît Ndong Soumhet" (L'Effort Camerounais 04/2014)

Entrée dans les grandes écoles: Fraude généralisée dans les concours

Le 26 Juillet 2004 © Jean François CHANNON | Le Messenger

La Liste des étudiants suspendus... 111 candidats déclarés fraudeurs au concours de l'Enam ont été suspendus la semaine dernière. En fait, le réseau de l'Enam ainsi démantelé, n'est pas l'unique au Cameroun..

un fusible sacrifié ? Dame Atangana, en fonction auprès du directeur de l'Enam pendant près d'une décennie, a été épinglée par le conseil académique de l'Enam qui, après le rapport de la commission de contrôle et de vérification des opérations des concours, a suspendu pour fraudes, 111 candidats jusque-là déclarés admissibles.

Il y avait une différence entre les notes obtenues par les candidats après les corrections et celles qui ont été rapportées en définitive dans les fichiers informatiques. Il se trouve que la responsable de ce service de report de notes n'est autre que Madame Atangana la principale collaboratrice du directeur de l'Enam.

C'est le cas de cette jeune fille originaire du Sud, que Le Messenger a surpris avec d'autres passants, en train de verser des chaudes larmes, tout en évoquant à haute voix la somme d'argent que ses parents ont versée au "réseau" dont il semble établi à ce jour que dame Atangana n'est que l'un des maillons exécutants. "Tout le monde a payé. Tout le monde paye... Ce n'est un secret pour personne. Ceux qui n'ont pas payé, sont ceux-là qui ont des parrains hauts placés. C'est la règle à l'Enam. Des ministres en fonction, des dignitaires du régime en place, des hommes d'affaires influents, tous envoient des noms lors des concours. Cette situation date depuis des années", lance, agacé, un autre employé de l'Enam.

Fonction publique: Un autre concours annulé à l'Enam

Le 29 Juillet 2004 © Une Enquête de Léger Ntiga | Mutations

210 candidats traînent l'Etat en justice. Les services du premier ministre et la présidence se rejettent les responsabilités.L'affaire est pendante à la Cour suprême

Le CAT de la gendarmerie avec ses 102 gendarmes formés et révoqués ensuite pour usage de faux diplômes au concours d'entrée ;

7) L'EMIA: à l'Ecole militaire inter-armes et à l'Ecole nationale supérieure de police, où ceux qui sont admis à la formation sont à 80 % des individus amenés par les réseaux, et qui n'ont jamais été évalués au moment du concours. A ce propos, on se souvient des différents atermoiements des généraux face au Mindef et des différents coups de gueule de Pierre Minlo'o Medjo, sur les "faux élèves policiers".

8) L'IRIC: Pareillement, le dernier concours d'entrée à l'Institut des relations internationales du Cameroun (Iric) aura révélé au grand jour, les perversités du système des concours au Cameroun. L'année dernière, en effet, des candidats ayant présenté le concours et ayant obtenu des notes appréciables se sont publiquement plaints auprès de la direction de cette prestigieuse école, et du Minesup, après que des noms des personnes n'ayant pas passé le concours eurent été affichés à leurs places, comme étant admises.

9) L'ENS: à Maroua où tous les candidats ont été déclarés admis...

A l'Ecole normale supérieure de Yaoundé, la plupart des agents s'étonnent que ce ne soit qu'aujourd'hui que l'on découvre l'existence de ces réseaux de recrutement supposé par concours. Paul N. révèle : "Depuis plus de 15 ans, l'entrée à l'Ens a cessé d'être objective. Du temps où l'on étudiait les dossiers pour admettre les étudiants, ce sont en fait les enfants des dignitaires ou alors ceux soutenus par eux qui étaient reçus. Même lorsque le retour à la formule du concours a été adoptée, le même système a perduré. On se retrouvait même avec des réseaux où des gens versaient des sommes allant de 500 mille à un million de francs. Evidemment on a vu des situations dramatiques, voire tragiques, où des candidats qui ont préparé le concours et l'ont brillamment passé avec des notes qualifiées d'excellentes, étaient tout simplement remplacés par des gens qui sont parrainés, ou qui ont versé de l'argent dans des réseaux et qui, très souvent n'ont même pas passé le concours."

Si le Peuple camerounais ne se lève pas comme un seul homme pour frapper du point sur la table et dire ASSEZ! il est à craindre qu'à l'allure actuelle où Paul Biya et les dirigeants de son régime affichent une arrogance indicible, les Camerounais qui n'ont pas de parrains haut placés, ceux qui manquent de "parapluie et de godasses" (comme disait un comédiens) dans la classes des "élites", finiront par devenir des esclaves dans leur propre pays, dépossédés de tout, même de leurs propres corps, sacrifiés régulièrement lors des messes noires, et de leurs organes vendus sur les marchés de ces produits horribles, de plus en plus florissants au Cameroun.

Ndzana Seme

En savoir plus sur <http://www.cameroonvoice.com/news/article-news-18020.html#lbJAjBSPgLxOFuCV.99>